

## SOZIALES

GUERRE DES CHIFFRES

# Pensions : on part tôt, mais on ne coûte pas trop cher

Fabien Grasser

**Pour justifier la réforme des pensions au détriment des salarié-es, le gouvernement affirme que le système actuel est trop généreux quand on le compare aux autres pays de l'Union européenne. Les chiffres avancés ne tiennent cependant pas compte de la part représentée par les retraites dans le PIB ni du montant des cotisations sociales acquittées par les entreprises. En la matière, le grand-duché possède de confortables marges de manœuvre par rapport à ses voisins.**

« Le Luxembourg a l'un des systèmes de retraite des plus généreux au monde » : ce propos a été indifféremment répété par le patronat et le gouvernement ces derniers mois. C'est l'argument massue et simpliste brandi pour tenter de faire porter aux salarié-es les coûts de la réforme des pensions. La ministre de la Sécurité sociale, Martine Deprez, l'a répété en conclusion de sa conférence de presse de présentation de l'opération « Schwätz mat ! », le 3 juillet : « Le Luxembourg affiche l'âge réel de dé-

part à la retraite le plus bas de l'Union européenne », en moyenne 61 ans.

Autre justification : le montant des prestations au Luxembourg est, avec une moyenne de 2.575 euros mensuels, le plus élevé dans l'UE, selon des chiffres d'Eurostat datant de 2021. La moyenne européenne se situait alors à 1.294 euros mensuels, les prestations les plus faibles étant enregistrées en Bulgarie, où les retraité-es ne percevaient que 221 euros par mois. Cette comparaison ne tient compte ni des inégalités au Luxembourg (la pension minimum est, par exemple, inférieure au seuil de pauvreté) ni des différences du coût de la vie d'un pays de l'UE à l'autre. Aussi est-il de bon ton de mettre plutôt en avant le taux de remplacement, c'est-à-dire le pourcentage de l'ancien revenu perçu une fois qu'on arrive à la retraite. Là encore, le gouvernement a raison de dire que le Luxembourg se situe en plutôt bonne position, étant classé

quatrième parmi les 27 avec un taux de remplacement de 86,9 %. Les trois premières places sont occupées par les Pays-Bas (93,2 %), la Grèce (90 %) et l'Autriche (87,4 %), d'après des chiffres de l'OCDE.

## Le faux argument de la compétitivité

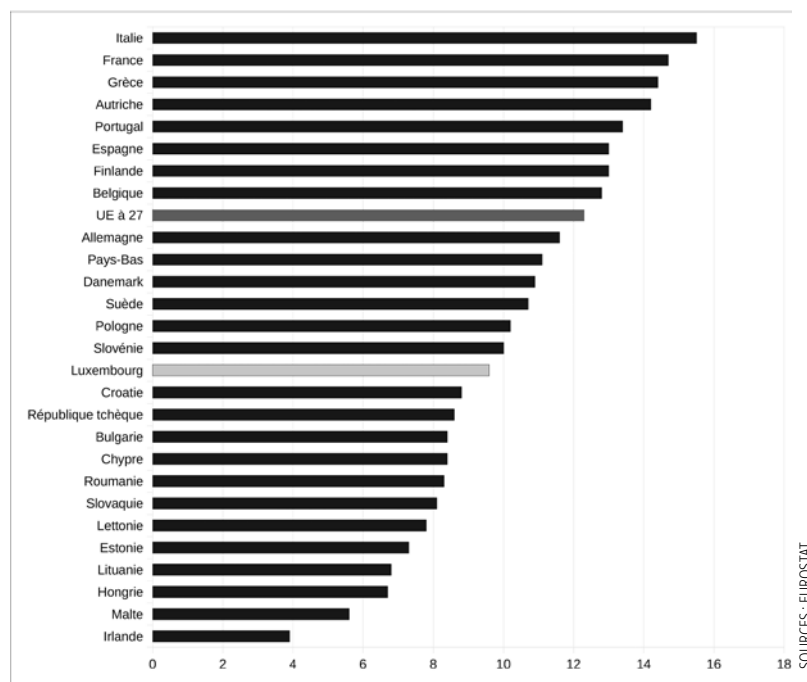
Les partisan-es d'une réforme aux frais des salarié-es s'en tiennent à ces données, qu'ils veulent culpabilisantes, pour justifier leur projet d'extension des retraites privées par capitalisation, au détriment du système public par répartition. Mais au petit jeu des comparaisons, les syndicats en opposent d'autres, qui dessinent un tableau différent. Ils posent ainsi la question du coût de ce si « généreux » système pour le grand-duché par rapport à la richesse produite chaque année. Les pensions représentaient 7,6 % du PIB en 2022, détaillent l'OGBL et le LCGB dans un document de 130 pages publié en octobre dernier, se référant aux dernières projections du Statec. Pour sa part, Eurostat évalue la part des retraites au Luxembourg à 9,6 % du PIB en 2022, l'institut statistique européen intégrant dans ses calculs une partie des prestations en espèces des fonctions invalidité, vieillesse, survie et chômage (voir graphique). Ce chiffre place le grand-duché en seizième position sur 27 pays, bien en dessous de la moyenne de l'UE, qui s'établit à 12,9 % du PIB. Avec 15,5 % du PIB, c'est l'Italie qui consacre le plus de richesse aux pensions, tandis que la France se situe

en deuxième position avec 14,7 %. Les deux autres voisins du Luxembourg consacrent également davantage aux retraites, les pensions représentant 12,8 % du PIB en Belgique et 11,6 % en Allemagne. Rapporté à la richesse produite, le Luxembourg est donc loin d'être le pays européen le plus généreux avec ses retraité-es.

Autre comparaison, particulièrement passée sous le boisseau par le patronat, le montant des cotisations sociales payées par les entreprises (voir graphique). Au Luxembourg, elles se situent à 11,6 % du coût de la main-d'œuvre, ce qui fait du grand-duché le cinquième pays de l'UE où elles sont les moins élevées, derrière l'Irlande, Malte, la Roumanie et la Lituanie. Tandis que la moyenne de l'UE s'établit à 24,1 %, soit plus du double du grand-duché. « Le Luxembourg se positionne particulièrement mieux que ses voisins, qui affichent respectivement 21,3 %, 26,7 % et 30,6 % du prix total de la main-d'œuvre pour l'Allemagne, la Belgique et la France », détaillent les syndicats. En toute logique, « une hausse éventuelle du taux de cotisation » pour équilibrer le régime des pensions « ne devrait pas être freinée par de quelconques arguments de compétitivité des entreprises », déduisent l'OGBL et le LCGB.

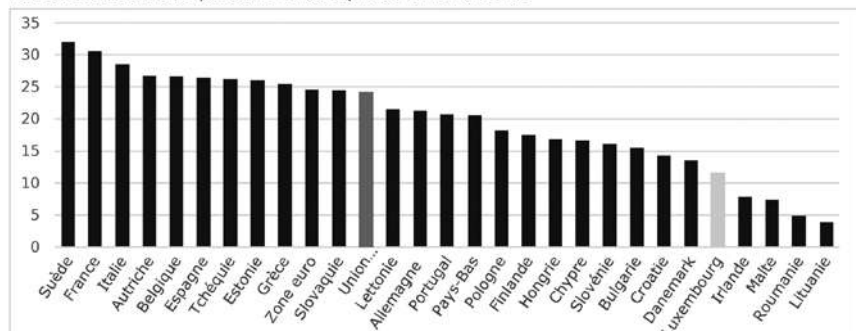
Par comparaison à la majorité des pays de l'UE, le Luxembourg dispose de marges plus importantes pour maintenir un régime de retraite avantageux. Et qu'il soit « l'un des plus généreux au monde » n'est pas une infamie.

Dépenses de pensions en pourcentage du PIB dans l'UE en 2022



SOURCES : EUROSTAT

Part des cotisations dites patronales en % du prix de la main-d'œuvre



Source : EUROSTAT ; graphique : CSL